



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[82 003 882]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	200 085 076 268 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Total of annual public expenditure at state level has increased in local currency but it hasn't increased in euro.

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[7 440]

Commentaires Per capita GDP has increased in local currency by 39% but due to the increase in exchange rates, it hasn't increased in euro.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[6.11]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires Exchange rate has increased compared to previous data.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Sources:

- Ministry of Treasury and Finance
- Central Bank of Turkey
- Turkish Statistical Institute

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	1 024 679 541 [] NA [] NAP	1 245 426 704 [] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	1 086 887 238 [] NA [] NAP	1 326 430 821 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget allocated to the figures above has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 6.11 for this year and 3.71 for the previous year.

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In Turkey, there are two main ways in calculation of court fees.
First of all, there is a fixed fee for the cases which have no economic value, such as divorce cases, eviction cases etc. For 2018, the said fee is 6 euro.
On the other hand, for the cases which have economic value, such as debt recovery cases, the court fee is 7 % of the total amount of the value of a case. But the amount cannot be lower than 6 euro.
Also, only one-quarter of the calculated fee must be paid in advance at the beginning of the legal procedure. That amount does not include other case expenses, such as expenses for postal delivery services, expenses for expert, witness etc.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[210]

[] NA

[] NAP

Commentaires The calculation of court fee of 3000 Euro debt for 2017 will require 7 % of the total amount as the case has an economic value. Thereby, 210 euro will be the court fee. However, only one-quarter of the calculated fee (53 euro) must be paid in advance at the beginning of the legal procedure.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[699 324 429]

[] NA

[] NAP

Commentaires The annual income of court fees has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 6.11 for this year and 3.71 for the previous year.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	62 207 697 [] NA [] NAP	38 770 048 [] NA [] NAP	23 437 649 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	62 207 697 [] NA [] NAP	38 770 048 [] NA [] NAP	23 437 649 [] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Please note that the budget allocated to legal aid has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 6.11 for this year and 3.71 for the previous year.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	81 004 117 [] NA [] NAP	56 933 736 [] NA [] NAP	24 070 381 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	81 004 117 [] NA [] NAP	56 933 736 [] NA [] NAP	24 070 381 [] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please note that the budget allocated to legal aid has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 6.11 for this year and 3.71 for the previous year.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	2 382 317 184 [] NA [] NAP	2 880 825 713 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Please note that the budget allocated to the figures above has increased in TRY when comparing previous year's data. However, the exchange rate of national currency in € is 6.11 for this year and 3.71 for the previous year.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

Courts, legal aid and public prosecution services are included.

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	(X)	()	()
Service de gestion du système judiciaire	()	()	(X)
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()

Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	(X)	()	()
Protection judiciaire de la jeunesse	(X)	()	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X)	()	()
Autres	(X)	()	()

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice, Ministry of Treasury and Finance, Council of Judges & Prosecutors, Constitutional Court, Council of State, Court of Cassation and Turkish Justice Academy.

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- According to Turkish criminal legal framework, legal aid is the assignment and appointment of a lawyer by the State for suspects or accused for certain individuals or within certain circumstances. (Code of Criminal procedure, number 5271)

In Turkey, the right to be defended and represented by a free lawyer/ attorney applies to every suspect, accused and victim in criminal matters defendant regardless of his or her financial or economic circumstances. This rule avoids the complicated question of determining proper income qualifications for free legal services.

In Criminal proceedings, the assignment of a lawyer is compulsory in case of the following conditions and there is no need to lodge an application for the assignment of a lawyer:

1. - Where the defendant is a minor
2. - Where the defendant is deemed mentally disable
3. - Where the defendant is mute or deaf
4. - During the investigation and prosecution for crimes that require a punishment of imprisonment at the minimum level of more than five years. Thus there's no economic criterion regarding mandatory assignment of lawyers.

The Prosecutor asks the Bar Association of the place to appoint a lawyer and through a "robot" (IT Program), assignment is communicated straight to the Prosecutor and therefore to the suspect or prosecuted individual.

The scope of the Civil Legal Aid is regulated in the Code of Civil Procedure, number 6100; Code of Lawyers number 1136 and Union of Turkish Bar Associations Bylaw of legal aid.

According to these legal provisions, "the legal profession is a public service and a liberal profession." The goal of legal aid is to warrant access to justice to individuals who are partly or totally incapable of affording attorney fees, litigation and court costs due to their economic situation. In those cases, stated by law, beneficiaries are under the scope of the civil legal aid system.

Individuals requesting legal aid have to present evidence of their lack of economic resources to pay for a trial when completing the application form.

According to article 334 of the Code of Civil Procedure, beneficiaries of the legal aid service are: 1. - Persons who have no ability to partially or totally afford necessary litigation 2. - Public benefit institutions and foundations 3. - Foreigners (conditioned upon existence of reciprocity principle)

In case of individuals related above there's a no objective criteria established to apply or approve their request for legal aid as far as they comply with an apparent and significant difficult financial situation. There are no concrete and objective criteria for those individuals to prove their financial insufficiency.

A Legal Aid Office established at each bar association headquarters renders legal aid service. The legal aid office is composed of volunteer lawyers.

According to Turkish legal order, the applicant either before the Legal Aid Office or before the Court can submit a request for legal aid. In both cases, the application form must be accompanied by evidence: a list of documents, which prove the financial situation of the applicant. This list varies from one Bar Association to the other.

Judges and Legal Aid Offices are both entitled whether to grant legal aid to the applicant in line with the presented documents and raised reasons. In both situations, the decisions made upon the appeal are final. So the decision is being taken according to economic criteria and also grounds of the case. The Bar Association only assigns a lawyer. The Court will decide on exempting the applicant, totally or partially, of the litigation costs.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Under Turkish legal order, legal aid is the legal assistance provided for everybody requesting the legal aid in criminal jurisdiction and for those who are not able to open a civil litigation due to economic reasons. This assistance takes the form of exemption from court tax, fees and expenses or of the assignment of an attorney by the Bar Association

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : According to article 335 of the Code of Civil Procedure, legal aid can be granted for the fees that are related to the enforcement of decisions.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal aid can be granted for other costs; for example fees of experts, interpreters, etc.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Despite the fact that we provide the data on the number of cases for which legal aid has been granted in 2016, for this cycle, we try to avoid giving the data that have not been proven correct by all parties that provide it. In addition to that, for cases brought to court, we changed our answer since legal aid is now granted for mediation and conciliation procedure both in civil and criminal disputes.

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : According to Turkish legal framework, in the civil jurisdiction legal aid is the assistance of legal services provided to those who are not able to afford a lawyer fee and trial costs due to economic reasons. On the other hand, legal aid in the criminal jurisdiction is the legal services provided to all requestors and to those under certain conditions even without making a request.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : For criminal cases, it is not possible to refuse legal aid for lack of merit of the case. However, in article 334/1 in Turkish Civil Procedure Code, it is set out that to be granted legal aid, the claims of applicant must not be manifestly ill founded.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires In criminal cases, for investigation phases, the Prosecutor asks the Bar Association to appoint a lawyer to suspect or victim. In prosecution phases, the Judge or the Court is the authority who decide to ask the Bar Association to appoint.

On the other hand, in civil cases, the applicant can submit a request for legal aid either to the Legal Aid Office in Local Bar Association or to the Court. In both cases, the application form must be accompanied by evidence: a list of documents, which prove the financial situation of the applicant. Therefore, the decision to grant or refuse legal aid belongs to either the Bar Associations or the Courts.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ? There is a secondary legislation which covers the details of legal protection insurance in Turkey. With the aim to improve the implementation of this insurance branch, a working group was formed by the Moj with the participation of Turkish Bar Association, Ankara University and Insurance Association of Turkey. The working group has been working on the draft version of that secondary legislation.

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : MoJ

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.adalet.gov.tr ; www.mevzuat.adalet.gov.tr ; www.mevzuat.gov.tr
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) http://www.uyusmazlik.gov.tr/uyusmazlik-mahkemesi-kararlari http://emsal.danistay.uyap.gov.tr/BilgiBankasiIstemciWeb/ https://emsal.yargitay.gov.tr/BilgiBankasiIstemciWeb/yeniTasarrif/index.jsp http://www.anayasa.gov.tr/icsayfalar/kararlar/kbb.html
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) http://www.alternatifcozumler.adalet.gov.tr/ ; http://bilirkisilik.adalet.gov.tr/index.html ; http://www.evicesiddet.adalet.gov.tr/en/index.html ; http://www.magdur.adalet.gov.tr/ ; http://www.adb.adalet.gov.tr/ ; www.adalet.gov.tr/ ; http://www.hukukiyardim.gov.tr/index.html ;

Veillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : The websites included in "other documents" are designed to inform public on some spesific subjects, such as alternative dispute resolution methods, rights of victim, etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser : There is a regulation regarding judicial timeframes which requires all parties to be informed in public prosecution service and first instance criminal, civil and administrative proceedings. According to this regulation, parties in said proceedings have started to be informed as of January 1st, 2019.

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is an Internet website "www.magdur.gov.tr" which is open to public and free of charge for all individuals. This website includes information on where to apply when victims encounter a legal problem.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : There has been significant developments in Turkey to promote the rights of the persons with disabilities. In order to strengthen the access to justice for disabled persons in courthouses, a separate budget is allocated within the Ministry of Justice's budget. This financial resource shall be only dedicated to services for disabled court users. Moreover, a separate unit for victims rights which has been established under Ministry of Justice in 2013 aims to support the rights of vulnerable groups like disabled persons, elderly persons, minors, victims of violence, sexual assault, etc. The website of the unit includes comprehensive information for the vulnerable groups and contributes public awareness.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions : Victims of all types of crime can claim compensation before the civil courts. Also, through penal mediation (reconciliation) the pecuniary and non-pecuniary damages of the victims can be compensated for some specific offences like threat, insult, violation of privacy, damage to property, disturbing an individuals' peace and harmony, theft, etc.. Also there are some special arrangements for terror victims and security forces. (please see comment box below)

() Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires In general, a court decision is necessary in the framework of the compensation procedure. However, there is a specific arrangement for victims of terror. "The Code on Compensation for Losses Sustained As a Result of Terrorism or the Fight Against Terrorism" (Code no. 5233) came into force on 27 July 2004. It seeks to provide redress for pecuniary damage of real persons and legal entities as a result of terrorist or anti-terrorist activities. Compensation commissions, made up of experts and a lawyer, have the task of establishing the nature of the losses sustained and determining appropriate amounts of compensation. They carry out assessments and draw up friendly-settlement declarations regarding the compensation. The amount of compensation is covered by the budget of Ministry of Interior. The State, due to compensation paid, revokes those who are responsible. Another special arrangement is for security forces.

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The rights of the victim and the complainant is laid down in article 234 of Criminal Procedure Code. In this article, the rights of victims in investigation phase are explained in detail. The victim can request the collection of evidence, if it does not jeopardize the secrecy and aim of the investigation, the victim can also request copies of documents from the public prosecutor, in cases where he/she has no attorney, the victim can request the appointment of a lawyer by the Bar Association, for the offence of sexual assault and for offences requiring imprisonment, the minimum limit of which is more than five years, in cases where it is in accordance with Article 153, the victim can have the documents of investigation and the property seized and taken under protection reviewed through his/her attorney, the victim can use his/her right of opposition against the decision of non-prosecution rendered by the public prosecutor according to the procedure laid down in the Code.

(2) In cases where the victim has not attained the age of 18, is deaf or dumb, or is handicapped so far that he/she cannot express himself/herself, and has no attorney, an attorney shall be appointed on his/her behalf, without seeking his/her request.

(3) These rights shall be told and explained to the victims of the offence, as well as to the complainant and this issue shall be taken into the minute.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une

décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : According to Criminal Procedure Code, article 173, the victim of the offence may file a motion of opposition, within 15 days as of the notification of the "decision of non-prosecution", to the criminal judgship of peace, which is in the district of the assize court which serves in the judicial district of where the public prosecutor who rendered this decision serves.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Arrestation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/>] Annuelle <input type="checkbox"/>] Autre type de fréquence <input type="checkbox"/>] Ad hoc	<input type="checkbox"/>] Annuelle <input type="checkbox"/>] Autre type de fréquence <input type="checkbox"/>] Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/>] Annuelle <input type="checkbox"/>] Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/>] Ad hoc	<input type="checkbox"/>] Annuelle <input type="checkbox"/>] Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/>] Ad hoc

3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Turkish Statistical Institute annually conducts life satisfaction surveys aimed at citizens. In addition to that, surveys aimed at court staff are conducted through an intranet system.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires High Judicial Council is responsible for dealing with the complaints regarding judges and prosecutors while Ministry of Justice is responsible for the complaints regarding non judge court staff.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	4 588 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	1 706 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	668 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The number of first instance courts of general jurisdiction has been increased and the number of first instance specialised courts has been decreased compared to 2016 data. These differences are due to the analysis of the need of specialised courts and first instance courts with general jurisdiction by Council of Judges and Prosecutors (CJP). There is no specific policy dedicated in this cycle to decrease or increase the number of courts rather than those analysis regularly carried out by CJP.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	1 706 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	192 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	331 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires familiales	305 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	136 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	136 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	606 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : We can not exclude insolvency courts from commercial courts because commercial courts are in charge of insolvency cases. There is no separate court for insolvency cases. The first instance juvenile criminal courts, juvenile heavy criminal courts, civil courts of intellectual and industrial property rights, criminal courts of intellectual and industrial property rights, consumer courts, cadastral courts are included in other specialised 1st

instance courts.

On the other hand, while there were 28 military courts in 2016, we gave the answer "Nap", as military courts were abolished in 2017 Constitutional amendment. Other differences between 2016 data and 2018 data is because of the analysis of the need of specialised courts and first instance courts with general jurisdiction by Council of Judges and Prosecutors (CJP).

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser : In Judicial Reform Strategy which shared with public in 2019, it is foreseen that special courts will be established in fields requiring expertise such as environment, development and energy.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
le licenciement	331 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
le vol avec violence	463 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
faillite	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The number of first instance courts (geographic locations) competent for a case concerning employment dismissal has been slightly changed due to the need in this field. For the changes in robbery cases compared to 2016 data, considering the judicial workload, new courts have been established to deal with.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[0]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Council of Judges and Prosecutors, MoJ

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	12 801 [] NA [] NAP	6 840 [] NA [] NAP	5 961 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	9 583 [] NA [] NAP	5 088 [] NA [] NAP	4 495 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	1 653 [] NA [] NAP	1 110 [] NA [] NAP	543 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	1 565 [] NA [] NAP	642 [] NA [] NAP	923 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Efforts regarding raising the number of judges, prosecutors and judicial staff have been made in recent years. The aim is to reach the average number laid down by the CEPEJ (European average number of judges per one hundred thousand people is 25.1, European average of prosecutors per one hundred thousand people is 11.7) and policy of recruitment and appointment of judges and prosecutors has been determined accordingly. Therefore, the numbers of judges and prosecutors provided here is actually judges recruited and appointed. On the other hand, after the establishment of regional court of justice (2nd instance), the workload of supreme court is expected to decrease. Because of this reason, the number of judges working in supreme court has decreased.

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	758 [] NA [] NAP	663 [] NA [] NAP	95 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	737 [] NA [] NAP	643 [] NA [] NAP	94 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	18 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	3 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires Efforts regarding raising the number of judges, prosecutors and judicial staff have been made in recent years. The aim is to reach the average number laid down by the CEPEJ (European average number of judges per one hundred thousand people is 25.1, European average of prosecutors per one hundred thousand people is 11.7) and policy of recruitment and appointment of judges and prosecutors has been determined accordingly. Therefore, the numbers of judges and prosecutors provided here is actually judges recruited

and appointed. On the other hand, after the establishment of regional court of justice (2nd instance), the workload of supreme court is expected to decrease. Because of this reason, the number of judges working in supreme court has decreased.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

affaires de droit du travail	()	()	()
affaires de droit social	()	()	()
affaires commerciales	()	()	()
affaires de faillite	()	()	()
autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Personnels techniques	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : In Turkey, prosecution offices and courts serve in the same building. Although there are non judge staff and staff working for prosecution offices, they can be assigned for different positions in the courthouses due to the organisational needs. This situation makes it rather hard to provide data which is separated for non judge staff and staff working for prosecution offices.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- [] pour l'aide judiciaire
- [] en matière familiale
- [] pour les ordres de paiement

pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

exécution des affaires civiles

exécution des affaires pénales

autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

pour les affaires non contentieuses

NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :renting vehicles

Commentaires Within Turkish system, expenses of many services (it services, training of staff, security, archives, cleaning, etc.) are met by courts' own budget while a few (such as renting of needed vehicles..) are outsourced. In 2016 data, it was indicated that IT services, training of staff, security, archives and cleaning are outsourced. However, due to the enhanced capacity in some specific areas, these mentioned services have started to be operated within courts own budget. For instance, personnel training centers have been established in Ankara and Rize recently and regular trainings for personnel have been conducted at these centers.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : Council of Judges and Prosecutors, MoJ

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	6 071 [] NA [] NAP	5 281 [] NA [] NAP	790 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	5 712 [] NA [] NAP	4 971 [] NA [] NAP	741 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	171 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	188 [] NA [] NAP	150 [] NA [] NAP	38 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The aim is to reach the average number laid down by the CEPEJ (European average of prosecutors per one hundred thousand people is 11.7) and policy of recruitment and appointment of judges and prosecutors has been determined accordingly. Therefore, the numbers of judges and prosecutors provided here is actually prosecutors recruited and appointed.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	247 [] NA [] NAP	246 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	235 [] NA [] NAP	234 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	12 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires Domestic violence and sexual violence issues are important parts of the initial and in-service training of prosecutors working in prosecution offices.

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires In Turkey, prosecution offices and courts serve in the same building. Although there are non prosecutor staff working for prosecution offices, they can be assigned for different positions in the courthouses due to the organisational needs. This situation makes it rather hard to provide data regarding the number of staff (non public prosecutors) in public prosecution offices.

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Council of Judges and Prosecutors, MoJ

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are some circulars regarding the recruitment procedure of civil servants which are enforceable for the recruitment of judges, prosecutors and non judge staff. According to these circulars, recruitment of women is encouraged and state institutions are advised to increase the number of working women.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are specific provisions included in Principles on The Promotion of Judges and Prosecutors (675/1) published by Council of Judges and Prosecutors. This Principle was published on 5 th of April 2017. Before this Principle, there was another version of Principle on the promotion. (Namely this is a new and updated one.) In this Principle, it is laid down that if a woman judge or woman prosecutor is on maternity leave, the promotion period of that judge or prosecutor will not be intercepted. It means, the period of time which is obligatory to be completed for being promoted is facilitated for women judges and prosecutors. Furthermore, there is also a regulation in the Law on Civil Servants (art.108) which facilitates the promotion of non-judge women staff even if they are given non paid day off.

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	(X)	()
les procureurs	(X)	()
le personnel non-juge	(X)	()
les avocats	(X)	()

les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	(X)	()

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? There are activity reports showing the distribution of males/females judges, prosecutors, non-judge staff and enforcement agents on www.hsk.gov.tr and www.sgb.adalet.gov.tr. Moreover, the numbers of males/females lawyers are available on www.barobirlik.org.tr.

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ? New Judicial Reform Strategy Document which were shared with public in May, 2019 has many actions to promote males/females equality within the judicial system. For instance, according to objective 3.7; "The principle of gender equality will continue to be looked after in the recruitment of judges, prosecutors and staff." and objective 6.4; "Practices related to women's rights in the justice system will be improved."

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	(X)	()

Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. According to the Law on Civil Servants (art.104), after giving birth, the working hours of women judges, prosecutors and non judge staff are significantly decreased. In addition to that, women judges, prosecutors and non judge staff who have given birth shall not work night shift up to 2 years after the birth (art.101).

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Judicial Reform Strategy(2015 - 2019) had some specific actions to improve gender balance. These actions can be classified from training of judges, prosecutors and non judge staff to prioritise women in different areas.

les mesures prévues (veuillez préciser) : New Judicial Reform Strategy Document which were shared with public in May, 2019 has many actions to promote males/females equality within the judicial system. For instance, according to objective 3.7; "The principle of gender equality will continue to be looked after in the recruitment of judges, prosecutors and staff." and objective 6.4; "Practices related to women's rights in the justice system will be improved."

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires After the launch of Judicial Reform Strategy Document, action plan has been prepared. There will be some details, such as timetable and budget of all activities included in this plan.

[] NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	(X) There is data on the numbers of males/females victims, accused persons, etc. in Judicial Statistics Report which are annually prepared and shared with public.	()

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Please note that Judicial Statistics Report 2018 is available on <http://www.adlisicil.adalet.gov.tr/Resimler/SayfaDokuman/1982019170455istatistik2018.pdf>

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	(X) définies et coordonnées au niveau national par une institution () définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions () définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante () autre

TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre
------------------------------------	---

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux) There is a platform for judges, prosecutors and non judge staff to reveal their own opinion freely. Furthermore, there are mail groups and help desks application to enable professionals to share their opinions.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

[X] les processus opérationnels

[X] la charge de travail

[X] les ressources humaines

[X] les coûts

[] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) With the introduction of new electronic notification, the cost of delivery has significantly decreased and staff dealing with the notification procedure has started to be working on different needed positions.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) UYAP is awarded the ISO:27001:2005 Information Security Management System standard upon independent audits by Turkish Standards Institution. Information security audits and all other operational steps in the UYAP system are conducted by IT Department of MoJ in charge of the ISO27001:2005 standard.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Code on Protection of Personal Data No 6698, came into force in 2016. The Board for protection of personal data is responsible of the processing of personal data in compliance with fundamental rights and freedoms.(article 22) Those who do not delete or anonymise personal data contrary to this Code shall be punished in accordance with Turkish Criminal Code No.5237. (article 17) Judges and public prosecutors are responsible for the protection of personal data to which they have accessed during the judicial proceedings accordingly. Citizens through UYAP citizen's portal can access information on their cases. Via e-signature, they can exchange documents/informations and make requests before the judicial authorities. Controls and limitations regarding the sharing of databases managed by courts with other administrations are mainly regulated by protocols between MoJ and the relevant institution, like police. Those protocols shall not be contrary to fundamental rights and freedoms laid down by the legislation, otherwise shall be annulled by the courts.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

(X) Oui

() No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Pénale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote () Non [] NA
Administrative	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote () Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires The availability rate of intranet has increased compared to 2016 data. The reason of this change is based on the establishment of intranet with an approach to meet everyone's needs. Moreover, the information on intranet is regularly updated, if needed.

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Registre relatif aux entreprises	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---	---	---	---

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Name of the system is e-budget.

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser UYAP Citizen's Portal, UYAP Lawyer's Portal

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[X] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires Electronic notification has become obligatory for some public institutions, lawyers, notaries, mediators and court experts after the amendment of Law on Notification which came into effect on 1 January 2019.

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

(X) Oui

() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

() Oui

(X) Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Audio-Visual Information System (SEGBIS) is available in courts, prosecution offices and prison and detention offices. Judicial proceedings at those facilities can be conducted and recorded via SEGBIS. SEGBIS contributes right to a fair trial and right to a fair hearing within a reasonable time.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The quality standards for judges and prosecutors are determined by Council of Judges and Prosecutors through the promotion and inspection system. Judicial Reform Strategy (2019) and Strategic Plan (2019) of MoJ determines quality standards for the judicial system at national level including judges, prosecutors and judicial staff.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

Oui / Non

dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont

été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Inspection of the court activities (in terms of performance and output) is held regularly in every two year by Council of Judges and Prosecutors.

Also, starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution offices shall publish annual activity reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2018 activity reports on their website in 2019 accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Inspection of the prosecution services activities (in terms of performance and output) is held regularly in every two year by Council of Judges and Prosecutors. Also, starting from 2016, all prosecution offices shall publish annual activity reports. All prosecution offices along Turkey have published their 2018 activity reports on their website in 2019 accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection

- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is responsible for the evaluation of courts. There are some criteria of the evaluation of courts' performance. As of 2017, after the new regulation entered into force, CJP has started to consider the evaluation of supreme court and regional court of justice on specific cases of monitored court.

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is responsible for the evaluation of prosecution offices. There are some criteria of the evaluation of prosecution offices' performance. As of 2017, after the new regulation entered into force, CJP has started to consider the evaluation of supreme court and regional court of justice on specific cases of monitored prosecution office.

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Through the judicial IT system (UYAP), number of incoming cases, decisions delivered, postponed cases, length of proceedings, age of cases, types of cases and offences, number of suspects, accused, victims can be monitored.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> In Criminal Procedure Code and Code of Civil Procedure, there are monitoring procedure for some implementations to prevent unnecessary delays.	<input type="checkbox"/>
dans les services du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> In Criminal Procedure Code, there are monitoring procedure for some implementations to prevent unnecessary delays.	<input type="checkbox"/>

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques

concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :DG for Criminal Records and Statistics, MoJ,
<http://www.adlisicil.adalet.gov.tr/>,Devlet Mahallesi Vekaletler Caddesi 06420 Çankaya/Ankara

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :DG for Criminal Records and Statistics, MoJ,
<http://www.adlisicil.adalet.gov.tr/>,Devlet Mahallesi Vekaletler Caddesi 06420 Çankaya/Ankara

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution officies shall publish annual activity

reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2018 activity reports on their website in 2019 accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all. Also the supreme courts publish activity reports annually on their website, accessible to all and free of charge. The reports are public and posted on the internet. All of the courts' and prosecution offices' reports are available on their own website.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : The activity reports include data on average timeframes of the cases, clearance rates, numbers of judges&prosecutors&staff, numbers of suspects, accused, budget, technological tools, numbers of MLA requests, etc..

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires Starting from 2016, all first instance and second instance courts and prosecution officies shall publish annual activity reports in civil, criminal and administrative proceedings. All courthouses along Turkey have published their 2018 activity reports on their website in 2019 accordingly. Those websites are free of charge and accessible by all.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires There are quantitative performance targets defined in principles of promotions of judges and prosecutors announced by Council of Judges and Prosecutors (CJP). According to these principles, the promotion system is defined considering the number of cases that judges deal with in a specific period of time.

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires Judges are given grades by supreme courts according to the quality of the decisions which are detailed in secondary legislation and principles of CJP. These grades have an influence on judges' promotion.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

() Non

Commentaires There are quantitative performance targets defined in principles of promotions of judges and prosecutors published by Council of Judges and Prosecutors (CJP). According to these principles, the promotion system is defined considering the number of cases that prosecutors deal with in a specific period of time.

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires Prosecutors are given grades by supreme courts according to the quality of the indictments/decisions which are detailed in secondary legislation and principles of CJP. These grades have an influence on prosecutors' promotion.

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : CJP, MoJ

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable



084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- [5]
- [] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : In principle, no hearings shall be held without the accused being present at the court. However, if the court will give a judgement other than conviction, for instance rule on acquittal, the hearing can be held without him/her being present. (Article 193 of Criminal Procedure Code)

Under Turkish legislation, suspects and accused can represent themselves at criminal courts. Nevertheless there are exceptions to this rule. For instance, it is obligatory to appoint a free of charge lawyer for minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense. These legal aid lawyers must attend all the hearings.

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[100]

[] NA

Commentaires According to article 24 of Criminal Procedure Code, "The recusal of the judge may be requested both in cases where the judge is not entitled to hear the proceedings, and for other grounds that raise doubt concerning his/her impartiality. The public prosecutor; the suspect, the accused person or their defence counsel; the intervening party or his/her attorney shall be entitled to request the recusal of the judge." In addition to that in Civil Procedure Code article 36, "If there is an important reason leading suspicion of the impartiality of the judge, one of the parties may request the recusal of the judge or the judge may withdraw himself." In both procedures, the proceedings of recusal of the judge is considered among the urgent matters. Therefore, all initiated procedures are finalised immediately.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): Department of Human Rights is an independent unit established in The Ministry of Justice. This department has been strengthened in recent years as it is in charge of the monitoring of enforcement of the decisions made by ECHR on the violations of the Convention. This department submits action plans and reports to the Committee of Ministers of European Council regarding the activities to prevent violations. In addition to that, decisions of ECHR are interpreted into Turkish and shared with courts and related institutions.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires There are different and separate provisions for administrative, criminal and civil cases. According to article 53 of the administrative procedure code, article 375 of civil procedure code and article 311 of the criminal procedure code; if a final judgement of the European Court of Human Rights has established that the decision has violated the Convention on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms or its annexed protocols, this violation is considered as a motion for retrial of that case.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : MoJ

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : There is no such a way in Turkey that judges deliver an oral judgement without the full reasoning of the judgement.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non



4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 774 470 [] NA [] NAP	2 964 689 [] NA [] NAP	2 913 539 [] NA [] NAP	1 825 620 [] NA [] NAP	325 757 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 480 715 [] NA [] NAP	1 831 177 [] NA [] NAP	1 798 124 [] NA [] NAP	1 513 768 [] NA [] NAP	313 080 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	146 848 [] NA [] NAP	805 953 [] NA [] NAP	795 715 [] NA [] NAP	157 086 [] NA [] NAP	9 987 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	129 430 [] NA [] NAP	767 685 [] NA [] NAP	758 644 [] NA [] NAP	138 471 [] NA [] NAP	7 709 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	17 418 [] NA [] NAP	38 268 [] NA [] NAP	37 071 [] NA [] NAP	18 615 [] NA [] NAP	2 278 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	3 801 [] NA [] NAP	8 068 [] NA [] NAP	8 466 [] NA [] NAP	3 403 [] NA [] NAP	449 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	9 528 [] NA [] NAP	23 933 [] NA [] NAP	22 786 [] NA [] NAP	10 675 [] NA [] NAP	937 [] NA [] NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	4 089 [] NA [] NAP	6 267 [] NA [] NAP	5 819 [] NA [] NAP	4 537 [] NA [] NAP	892 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	146 907 [] NA [] NAP	327 559 [] NA [] NAP	319 700 [] NA [] NAP	154 766 [] NA [] NAP	2 690 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires As GD for Criminal Records and Judicial Statistics has launched new implementations after the decision taken by the Data Monitoring and Assesment Council regarding the review of inserting data to the system, some changes can be seen comparing to the previous cycle. Thanks to this review of inserting data system, we've been able to submit the data on non-litigious business registry cases (2.2.2) and other registry cases (2.2.3) about which we couldn't be able to submit data in previous cycle.

Moreover, a meticulous work has been conducted to reach exact data on other types of cases, especially for the data given in previous cycle. As a result of this work, there are some changes that were made on the 2016 data of registry cases (2.2), non litigious land registry cases (2.2.1) non-litigious business registry cases (2.2.2), other registry cases (2.2.3) in previous cycle.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Change of name & surname
Request for inheritance certificate
Assignment and dismissal of a trustee
Birth certificate corrections
Protection of the properties of children, etc.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 213 275 [] NA [] NAP	1 676 226 [] NA [] NAP	1 580 017 [] NA [] NAP	1 309 484 [] NA [] NAP	145 853 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. According to our system, there is no distinction such as 'serious offences' and 'minor offences.' Because of that reason, there is no data specifically determined for these type of offences. On the other hand, it is obviously seen that the number of resolved cases has increased. There are two reasons of this fact; one of which is the increase of the number of judges in criminal courts and the second one is the other reforms in the field.

On the other hand, the number of incoming cases and pending cases older than 2 years has also increased. Having considered that it is a significant issue to analyse thoroughly, there have been foreseen specific measures to resolve disputes before brought to court in Judicial Reform Strategy.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	154 072 [] NA [] NAP	652 704 [] NA [] NAP	521 118 [] NA [] NAP	285 658 [] NA [] NAP	482 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	40 748 [] NA [] NAP	221 603 [] NA [] NAP	217 118 [] NA [] NAP	45 233 [] NA [] NAP	479 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Courts of appeal (2nd instance courts) in nine locations started to operate in civil and criminal jurisdiction by July 20th, 2016. In 2018 two other courts of appeal and in 2019 four other planned courts of appeal have started to operate. Although we can reach the data of pending cases, incoming cases, resolved cases, the system does not enable to reach more detailed data, such as registry cases and general civil (and commercial) non-litigious cases. However, there is a work underway on the system to reach that specific data. Furthermore, 2nd instance courts in administrative matters have also started to operate in 2016. The noticeable increase in the number of administrative cases compared to previous data is due to this change. 2nd instance administrative courts have been tasked with wide competence. Many decisions taken by 1st instance are now handled by 2nd instance as a legal remedy.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	67 617 [] NA [] NAP	462 003 [] NA [] NAP	319 287 [] NA [] NAP	210 333 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Courts of appeal (2nd instance courts) in nine locations started to operate in civil and criminal jurisdiction by July 20th, 2016. In 2018 two other courts of appeal and in 2019 four other planned courts of appeal have started to operate. Although we can reach the data of pending cases, incoming cases, resolved cases, the system does not enable to reach more detailed data, such as registry cases and general civil (and commercial) non-litigious cases. However, there is a work underway on the system to reach that specific data. Previous data regarding this question included data between July 20th 2016 and December 31st 2016. Namely, data for 4 months were provided at that time. Please consider that, for this cycle we provide the data for whole year and the number of courts of appeals has increased in 2018.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	529 120 [] NA [] NAP	268 836 [] NA [] NAP	403 244 [] NA [] NAP	394 712 [] NA [] NAP	134 680 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	316 494 [] NA [] NAP	166 099 [] NA [] NAP	262 956 [] NA [] NAP	219 637 [] NA [] NAP	80 854 [] NA [] NAP

2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	6 415 [] NA [] NAP	2 979 [] NA [] NAP	4 920 [] NA [] NAP	4 474 [] NA [] NAP	2 574 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	1 909 [] NA [] NAP	1 280 [] NA [] NAP	1 952 [] NA [] NAP	1 237 [] NA [] NAP	762 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	2 856 [] NA [] NAP	1 111 [] NA [] NAP	1 592 [] NA [] NAP	2 375 [] NA [] NAP	1 506 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	2 327 [] NA [] NAP	647 [] NA [] NAP	937 [] NA [] NAP	2 037 [] NA [] NAP	1 439 [] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	528 [] NA [] NAP	463 [] NA [] NAP	653 [] NA [] NAP	338 [] NA [] NAP	67 [] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	1 650 [] NA [] NAP	588 [] NA [] NAP	1 376 [] NA [] NAP	862 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	206 211 [] NA [] NAP	99 758 [] NA [] NAP	135 368 [] NA [] NAP	170 601 [] NA [] NAP	51 252 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. There have been some changes in the competence of supreme court for both criminal and other than criminal cases after the new network of second instance courts. For instance, there is a limit of cases that supreme court deals with and this limit is determined considering the monetary value of the case in civil cases. In addition to that, for criminal cases, this limit is determined by considering the type of the verdict and the limit of the sentence. In the near future, the effect of the new network of 2nd instance on judiciary will be more distinct.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [452 044]

d'affaires classées par cette procédure ? [12 650]

Commentaires The number of cases received by the Highest court equals to all incoming cases to supreme courts in criminal law, civil law and administrative law in 2018.

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	342 774 [] NA [] NAP	183 208 [] NA [] NAP	243 632 [] NA [] NAP	282 350 [] NA [] NAP	88 984 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Although we can reach the data of pending cases, incoming cases, resolved cases, the system does not enable to reach more detailed data, such as severe criminal cases and misdemeanour cases. However, there is a work underway on the system to reach that specific data. There have been some changes in the competence of supreme court for both criminal and other than criminal cases after the new network of second instance courts. Because of these changes, the number of incoming cases and pending cases has decreased. The number of pending cases older than 2 years has increased because these cases are mostly complicated to resolve in terms of the numbers of parties and seriousness of the cases.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1^{ère} instance.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	103 297 [] NA [] NAP	136 690 [] NA [] NAP	131 211 [] NA [] NAP	108 776 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Faillite	1 436 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	925 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 093 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 268 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Number of resolved cases in litigious divorce cases has increased because of the fact that the number of judges dealing with family cases has increased. There is a slight increase in incoming litigious divorce cases but there is no specific reason to explain that. Please note that it is not possible in our system to distinguish attempted and completed robbery, attempted and completed homicide. Because of this reason, we can't give data regarding these cases. In addition to that, the number of insolvency cases has decreased. It is because of the amendment in the law (Law no 7101, entered into force 15th of March 2018) to encourage concordat which aims to protect both the debtors in poor financial standing as well as their creditors. If a debtor and a creditor agree on a concordat, the debtor clears his/her debts by paying the debt in line with the agreement stipulated under the concordat. That is, the new amendment facilitates the payment procedure for parties.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Entry into and exit from Turkey shall be through the border gates with a valid passport or travel document. (Code on Foreigners and International Protection No 6458, Article 5.)

Foreigners who would stay in Turkey beyond the duration of a visa or a visa exemption or in any case longer than ninety days should obtain a residence permit. (Article 19)

No one shall be returned to a place where he or she may be subjected to torture, inhuman or degrading punishment or treatment or, where his/her life or freedom would be threatened on account of his/her race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion. (Article 4.)

A person who as a result of events occurring in European countries and owing to well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is outside the country of his citizenship and is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail himself or herself of the protection of that country; or who, not having a nationality and being outside the country of his former residence as a result of such events, is unable or, owing to such fear is unwilling to return to it, shall be granted refugee status upon completion of the refugee status determination process. (Article 61)

A person who as a result of events occurring outside European countries and owing to well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is outside the country of his nationality and is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail himself or herself of the protection of that country; or who, not having a nationality and being outside the country of former habitual residence as a result of such events, is unable or, owing to such fear, is unwilling to return to it, shall be granted conditional refugee status upon completion of the refugee status determination process. Conditional refugees shall be allowed to reside in Turkey temporarily until they are resettled to a third country. (Article 62)

A foreigner or a stateless person, who neither could be qualified as a refugee nor as a conditional refugee, shall nevertheless be granted subsidiary protection upon the status determination because if returned to the country of origin or country of [former] habitual residence would:

- a) be sentenced to death or face the execution of the death penalty;
- b) face torture or inhuman or degrading treatment or punishment;
- c) face serious threat to himself or herself by reason of indiscriminate violence in situations of international or nationwide armed conflict; and therefore is unable or for the reason of such threat is unwilling, to avail himself or herself of the protection of his country of origin or country of [former] habitual residence. (Article 63)

Against those administrative decisions, the concerned person, his/her legal representative or lawyer may appeal to the International Protection Assessment Commission and also may file an appeal before the administrative courts. The person shall be allowed to stay in Turkey until the completion of the administrative process or judicial proceedings. (Article 80)

In cases where the applicant and international protection beneficiary is unable to afford the attorney's fee for their judicial appeals in respect of the applications and proceedings covered by this Code, legal aid shall be provided pursuant to the provisions in the Attorneyship Code No. 1136. (Article 81)

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	3 [] NA [] NAP	59 [] NA [] NAP	136 [] NA [] NAP	457 [] NA [] NAP	217 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	13 [] NA [] NAP	287 [] NA [] NAP	173 [] NA [] NAP	485 [] NA [] NAP	315 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	16 [] NA [] NAP	75 [] NA [] NAP	107 [] NA [] NAP	605 [] NA [] NAP	262 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The average length in insolvency cases in third instance has increased as it is shown. These cases have not been affected by the amendment made in Law 7101 as it is explained above. In the near future, it is expected that the effect of the amendment for these cases will be seen as well. For litigious divorce cases, there is no specific reason for the increase in 2nd and 3rd instances.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Divorce cases are handled by family courts. Before considering the merits of the case, family courts, if appropriate, shall encourage

the parties to solve the problems peacefully. If the conflict is not solved in this way, then courts are entitled to hear the case. Also, the judge may, upon a request of the parties, decide to hear the case in a closed session. (Code on the Establishment, Functions and Trial Procedure of Family Courts)

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The calculation is made through judicial IT system (UYAP).

The calculation method of the length of proceedings of cases at the first instance courts:

1- In criminal cases, the date of accepting the public prosecution office's indictment by the court is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the court verdict is the end of the proceedings for first instance courts. The length of proceedings is the period between these two dates.

2- In cases other than criminal cases, the date of filing the case in a court is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the court decision is the end of the proceedings for first instance courts. The length of proceedings is the period between these two dates.

The calculation method of the length of proceedings of cases at the second instance courts (Regional Courts of Appeal):

In both criminal cases and other than criminal cases, the date of receiving the petition of appellate by the Court of Appeal is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the final decision of Court of Appeal to the first instance courts is the end of the proceedings. The length of proceedings is the period between these two dates.

The calculation method of the length of proceedings of cases at Supreme Courts (Court of Cassation and Council of State):

In both criminal cases and other than criminal cases, the date of receiving the petition of appellate by the Court of Cassation or the Council of State is considered the beginning of the proceeding. The date of the service of the final decision of these of courts to the first instance courts is the end of the proceedings. The length of proceedings is the period between these two dates.

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to article 70 of Civil Procedure Code, Public Prosecutor may file a case or be a party to a pending case if there is an explicit regulation on the Law. For instance; on Civil Registration Services Law article 36, public prosecutor may file a case on rectification of civil registrations records. In administrative cases, according to article 18 of Administrative Procedure Code, public prosecutors must be present in hearings at Council of State (Dantay).

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	4 087 707 [] NA [] NAP	2 170 215 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	1 103 248 [] NA [] NAP

Commentaires Numbers of discontinued cases has increased due to the appointment of new prosecutors and more effective training for prosecutors on well-executed prosecutorial work as well as the protection of right to fair trial. The number of cases received by public prosecutor offices has increased yet there is no specific reason to explain that. It requires more detailed analysis.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	[] NA [X] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire	[] NA [X] NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	2 170 215 [] NA [] NAP

1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

- Oui
 Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Moj, Court of Cassation, Council of State.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1. Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- principalement par concours (concours ouvert)
 principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
 une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires There are 2 different procedures for administrative judges and other than administrative judges. Administrative judges shall have a bachelor's degree in either law faculties or faculty of economics, administrative, social science. Candidates shall also succeed in written competitive examination and interview. Before appointed as a judge, those candidates should also be successful in 2 years of internship and a final exam.

Furthermore, lawyers experienced at least 3 years of profession are subject to another written competitive examination and interview. Before appointed as a judge, those candidates should also be successful in 1 year of internship and a final exam.

Other than administrative judges shall have a bachelor's degree in law faculties only. Candidates shall also succeed in written competitive examination and interview. Before appointed as a judge, those candidates should also be successful in 2 years of internship and a final

exam. Furthermore, lawyers experienced at least 3 years of profession are subject to another written competitive examination and interview. Before appointed as a judge, those candidates should also be successful in 1 year of internship and a final exam.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : It is a two-stage process. In the first stage, the candidates who are willing to become a judge or a prosecutor, and who succeeded to pass a written exam and an interview, are assigned as "candidate judges" or "candidate prosecutors".

The interview committee, who decides on the candidates to be chosen, consists of totally five members. The committee shall be presided by the Deputy Minister of the MoJ. In the second stage, the candidate judges-prosecutors who have successfully completed their periods of candidacy, are accepted to work as judges or prosecutors by the Council of Judges and Prosecutors.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2.Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) :Public prosecutors have the same constitutional status as judges. They are fully independent in the fulfillment of their judicial tasks. However, they have administrative duties as well, and they are subordinate to the MoJ in this context.

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...). They are fully independent in the fulfillment of their judicial tasks. Public prosecutors have the same constitutional status as judges. In article 139 of Turkish Constitution, "Judges and public prosecutors shall not be dismissed, or unless they request, shall not be retired before the age prescribed by the Constitution; nor shall they be deprived of their salaries, allowances or other rights relating to their status, even as a result of the abolition of a court or a post." In article 140, "The qualifications, appointment, rights and duties, salaries and allowances of judges and public prosecutors, their promotion, temporary or permanent change in their posts or place of duties, the initiation of disciplinary proceedings against them and the imposition of disciplinary penalties, the conduct of investigation concerning them and the subsequent decision to prosecute them on account of offences committed in connection with, or in the course of, their duties, the conviction for offences or instances of incompetence requiring their dismissal from the profession, their in-service training, and other matters relating to their personnel status shall be regulated by law in accordance with the principles of the independence of the courts and the security of tenure of judges."

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Turkish Constitution and Criminal Procedure Code comprises specific guarantees for prosecutors to fulfil their duties regarding investigations. Under Turkish legislation, attempting to influence persons in charge of a judicial duty by using force, giving instruction or by any other ways is a crime that shall be sentenced to a penalty of imprisonment for a term of two to four years. (Turkish Criminal Code No 5237, Article 277)

Also, during the investigation phase or a court phase, attempting to influence persons in charge of a judicial duty with the aim of influencing a fair trial is a crime that shall be sentenced to monetary sanction. (Turkish Criminal Code No 5237, Article 288)

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Prosecutors shall have a bachelor's degree in law faculties only. Candidates shall also succeed in written competitive examination and interview. Before appointed as a prosecutors, those candidates should also be successful in 2 years of internship and a final exam. Furthermore, lawyers experienced at least 3 years of profession are subject to another written competitive examination and interview. Before appointed as a prosecutor, those candidates should also be successful in 1 year of internship and a final exam.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : It is a two-stage process. In the first stage, the

candidates who are willing to become a judge or a prosecutor, and who succeeded to pass a written exam and an interview, are assigned as "candidate prosecutors".

The interview committee, who decides on the candidates to be chosen, consists of totally five members. The committee shall be presided by the Deputy Minister of the MoJ. In the second stage, the candidate judges-prosecutors who have successfully completed their periods of candidacy, are accepted to work as judges or prosecutors by the Council of Judges and Prosecutors.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? Council of Judges and Prosecutors

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Council of Judges and Prosecutors

5.2. Formation**5.2.1. Formation des juges****127. Types de formations proposées des juges :**

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Une institution commune pour les juges et procureurs

3 696 399

NA

NAP

Commentaires Turkish Justice Academy is responsible for training of judges and prosecutors. The budget of The Academy has increased in local currency however due to fluctuation in euro - tl exchange rate, the budget seems to decrease in euro.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges and prosecutors have compulsory initial training.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	664 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	461 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires : It is not possible to have separate data on training courses for non judge staff and non prosecutor staff. Therefore, the numbers of trainings for staff (non judge and non prosecutor) is included in other common training. On the other hand, there are huge number of common trainings for judges and prosecutors. We also include these numbers to other common trainings.

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Moj, Turkish Justice Academy

5.3.Exercice de la profession

5.3.1. Salaires et avantages des juges et procureurs



132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	21 728 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 976 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	132 762 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	103 725 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	39 882 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 405 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	243 682 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	179 669 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	21 728 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 976 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	132 762 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	103 725 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	39 882 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 405 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	243 682 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	179 669 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The salaries of judges and prosecutors have increased in local currency.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Judges and prosecutors, as well as other judicial staff, can benefit of a reduction in the installations (hotels, resorts etc.) operated by the Judicial Support Foundation.

NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs

quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The principles of ethics to be observed by members of the judiciary were shared with judiciary and public by Council of Judges and Prosecutors in 2019. These principles were prepared in accordance with the United Nations and Council of Europe standards.

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser : Council of Judges and Prosecutors is the body that is responsible for ethical questions of judges and prosecutors.

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is the body giving opinions on ethical questions of judges and prosecutors. The unit which is called "Judicial Ethic Unit" was specifically formed under the Council body in 2016.

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The principles of ethics to be observed by members of the judiciary were shared with judiciary and public by Council of Judges and Prosecutors in 2019. These principles were prepared in accordance with the United Nations and Council of Europe standards.

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

(X) autre, veuillez préciser : Council of Judges and Prosecutors is the body that is responsible for ethical questions of judges and prosecutors.

Commentaires Council of Judges and Prosecutors is the body giving opinions on ethical questions of judges and prosecutors. The unit which is called "Judicial Ethic Unit" was specifically formed under the Council body in 2016.

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

[] NAP

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur Général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Judges and prosecutors are subject to the same legislation and have the same status. Disciplinary actions are carried out by the Council of Judges and Prosecutors for both. It is not possible to separate the disciplinary proceedings initiated against judges than the ones against prosecutors.

Total number of disciplinary proceedings initiated against judges and prosecutors in 2018 is 287.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
8. Démission	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
9. Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
10. Révocation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées

et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Judges and prosecutors are subject to the same legislation and have the same status. Disciplinary sanctions are carried out by the Council of Judges and Prosecutors for both. It is not possible to separate the sanctions pronounced against judges than the ones against prosecutors.

Total number of sanctions pronounced against judges and prosecutors in 2018 is 233.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Council of Judges and Prosecutors

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	116 779 [] NA	65 423 [] NA	51 356 [] NA

Commentaires Total number of lawyers practising in Turkey has increased due to the increase in the number of new law faculties and the number of graduates.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[X]	[X]	[X]

Affaires de licenciement	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]
Affaires pénales - Victime	[X]	[X]	[X]
Affaires administratives	[X]	[X]	[X]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Under Turkish legislation, real persons can represent themselves at all courts. Nevertheless there are some exceptions to this rule. For instance, minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense, etc.. must be appointed with a lawyer.

On the other hand, it is lawyers who have a monopoly on legal representation. Providing opinion on legal matters; litigating and defending the rights of real persons and legal entities before courts, arbitrators or other bodies invested with jurisdictional powers; following judicial proceeding; and managing all documentation in connection therewith are the sole prerogative of attorneys enrolled at bar associations. (Attorneyship Code, article 35)

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Under Turkish legislation, real persons can represent themselves at all courts. Nevertheless there are some exceptions to this rule. For instance, minors and disabled persons, individuals who cannot make his/her own defense, etc.. must be appointed with a lawyer.

On the other hand, it is lawyers who have a monopoly on legal representation. Providing opinion on legal matters; litigating and defending the rights of real persons and legal entities before courts, arbitrators or other bodies invested with jurisdictional powers; following judicial proceeding; and managing all documentation in connection therewith are the sole prerogative of attorneys enrolled at bar associations. (Attorneyship Code, article 35)

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [] Activité notariale
 [X] Arbitrage/médiation
 [X] Mandataire
 [] Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :Lawyers can give lectures, courses to intern lawyers.

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : Union of Turkish Bar Associations

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats

(c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 100 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The subcategories of the disciplinary proceedings initiated against lawyers in Turkey are more different than above. Therefore, it is only possible to give the total number which is 1100. There are disciplinary proceedings can be undertaken for several reasons; it is not possible to calculate those proceedings only once and for only the main reason.

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	519 [] NA [] NAP
1. Réprimande	182 [] NA [] NAP
2. Suspension	85 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	31 [] NA [] NAP
5. Autre	221 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The subcategory of other is correspond to the warning sanction. The reason for the increase in the total number of sanctions pronounced and subcategories is consistent with the increase of the number of practising lawyers.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires According to article 13 of The Law on Mediation on Civil Disputes, parties may agree to apply for mediation before going to court or during the court proceedings. The court can give details to parties on mediation and encourage them in this regard.

Furthermore, there is also mediation procedure in Criminal Procedure Code which is called reconciliation. According to this procedure, if a case in which the offence under investigation depends on mediation, and there is sufficient suspicion to initiate public prosecution, the file shall be sent to office of mediation. In this office, there are public prosecutor and staff to direct and monitor the procedure of reconciliation (mediation in criminal procedure). In addition to this, pursuant to article 254 of Criminal Procedure Code, in cases where it is understood, after the indictment has been filed that the offence under prosecution is under the scope of the reconciliation the prosecution file shall be sent to the office of reconciliation in order to carry out the proceedings of reconciliation under the principles and procedures specified in Article 253. There are offices of reconciliation in many courthouses.

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Law on Labour Courts has been adopted by Turkish Parliament on 12.10.2017. This Law ensures mandatory mediation procedures for some labour disputes before going to court. In addition to that after the amendment of Turkish Commerce Law, mandatory mediation procedure has started to be implemented for some disputes on commerce.

For criminal cases, mandatory reconciliation procedure for some offences is ruled out in Criminal Procedure Code article 253. For example, offences, that are investigated and prosecuted upon complaint and some malicious wounding and reckless wounding offences can be counted among those offences which reconciliation can apply.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : As explained above, there are mandatory informative sessions in both criminal and civil disputes mediation.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : For Mediation in criminal disputes, the proceedings are free of charge pursuant to article 253. This article states that the fee of the reconciler shall be paid according to the tariff determined by the Ministry of Justice. The fee of the reconciler and other expenses of reconciliation shall be considered as court expenses. In cases where the reconciliation is accomplished, these payments shall be compensated by the state treasury. On the other hand, for civil disputes pursuant to article 13 of The Law on Mediation on Civil Disputes, parties who are in need can apply to the court to be granted legal aid. There is an amendment made in article 13 of the Law on Mediation in Civil Disputes (Law 6325) regarding legal aid in mediation in civil disputes entered into force on 12th of October 2017. (Law 7036) Pursuant to that amendment, parties who need legal aid to cover mediation fee shall apply to the civil court where the mediation office is located.

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	37 680 [] NA [] NAP	21 908 [] NA [] NAP	15 772 [] NA [] NAP

Commentaires Because of the importance given by our system on alternative dispute resolution methods, significant increase has been seen in the number of mediators.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	255 962 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	208 014 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Although there is court related mediation in civil disputes, it is hard to provide separate data for different cases. Number of cases resolved by mediation (conciliation) in criminal proceedings has increased due to the amendment made by the Parliament which increases the number of offences which can be resolved through mediation.

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires In Turkey, in addition to court related mediation as detailed in Q 163, there is mandatory mediation methods in civil disputes (Some disputes on labour and commerce.) Therefore, we've opted for mediation other than court related mediation. Additionally, arbitration is a kind of alternative dispute resolution that enables parties to settle their disputes by the help of arbitrators instead of going to court.

Conciliation in Turkey is an alternative method which is applicable to criminal disputes mostly before going to court. (This method is exactly same as we pointed in Q 163.)

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : MoJ, DG for Legal Affairs, Department of Mediation.

8.Exécution des décisions de justice

8.1.Exécution des décisions en matière civile

8.1.1.Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	5 395 [] NA	3 269 [] NA	2 126 [] NA

Commentaires The number of enforcement agents has increased compared to 2016 data by 32%. It is because of the endeavour to enhance the human resource and to have more efficient, quicker and improved services for citizens. Namely, this is a consequence of certain policy. There is also a twinning project "Improved Capacity of Civil Enforcement Offices" has been conducted in cooperation with the EU.

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

des juges

des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques

des huissiers de justice attachés à une institution publique

autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : Enforcement agents in Turkey are all public officials (bailiffs) having the status of civil servant and working in enforcement offices. These officials are responsible for the implementation of debt collection procedures.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non [] NAP

Saisie des immeubles	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : MoJ

8.1.2.Efficacité des services d'exécution



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Efforts to increase the efficiency of the enforcement and bankruptcy system are also of great importance. The most important work carried out within this scope, has been abolishing of the practice of operating more than one debt collection office in the same city area and establishing a single debt collection office, replacing these with the "New Enforcement Office Model", which has been designed with the purpose of conducting enforcement services by specialized sub-offices. In this context, the new enforcement office model has been put into operation in 45 locations. In addition, enforcement offices have been improved with regards to human resources and physical infrastructure.

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires There is a system via UYAP to monitor the length of enforcement procedures and the statistics can be reachable on Judicial Statistics annually published by the MOJ.

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	1 922 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	32 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	1 745 [] NA [] NAP
4. Autre	145 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	82 [] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Total number of sanctions pronounced against enforcement agents is 82. The sub categories of the sanctions in Turkey are more different than above.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : MoJ

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1.Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	1 660 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	830 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	830 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	1 660 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	830 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	830 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires :

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires Notaries have duties within the framework of civil procedure, but those duties are related to the certification of the authenticity of documents, either issuing documents or approving the validity. Furthermore, notaries do perform some activities that are laid down in the law, such as giving of certificate of inheritance and issuing of invitation letter to spouse who left the home in a marriage. (Law 1512, article 71/A)

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :certify the authenticity of translations

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des

indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés:

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : Turkish Notaries Union

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires Court interpreters are indeed accepted as experts. Experts involved in judicial proceedings, are subject to the Code on Experts No.6754, Regulation on Experts and Regulation on Ethical Codes for Public Officials. It is the first time that, under those legislation, binding provisions are set for professional inadequacy, integrity, reputation and ethical performance regarding the quality of the experts' services. Code on Experts No. 6754 came into force by 24.11.2016.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires Court interpreters are indeed accepted as experts. Experts involved in judicial proceedings, are subject to the Code on Experts No.6754, Regulation on Experts and Regulation on Ethical Codes for Public Officials. It is the first time that, under those legislation, binding provisions are set for professional inadequacy, integrity, reputation and ethical performance regarding the quality of the experts' services. Code on Experts No. 6754 came into force by 24.11.2016.

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[3 539]

[] NA

[] NAP

Commentaires These court interpreters are all registered to the system. 3336 interpreters work in criminal courts and 203 interpreters work in civil courts. The number of interpreters has increased due to the effective implementation of abovementioned Law and the importance given to strengthen access to justice for all.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[X] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : MoJ

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to Law on Experts (Law 6754) published on Official Gazette on 24 November 2016, it is underlined in article 2/1.b that an expert is a natural person or a legal person under private law whose opinions are sought for issues that require specific or technical knowledge. It is also laid down in article 3/3 that the court can not seek expert opinions for issues that can be resolved with the judge's general knowledge, experience or legal knowledge that is required by the judge's profession. Therefore, in our legislation it is not allowed to get expert opinions on specific legal issues or support the judge in preparing the judicial work.

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : There are 11 expert district boards established along Turkey. These boards are responsible for the preparation of lists of experts who will be tasked by judge in courts. There are some conditions taken into account by these boards as the lists are prepared. Expert district boards evaluates the skill of the applicants before deciding of the registration on the list. While giving this decision, the boards consider the professional experience and background, in service training programmes. Experts must take oath to be able to work as experts in courts.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires After expert district boards have formed the lists of experts, these lists are sent to the Ministry of Justice the Department of Court Experts and this department keeps these lists in a national database.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 3 years

Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	48 189 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	36 538 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 651 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Code on Experts no 6754 came into force in 2016. According to this Code, expert district boards decide of the registration on the list. The registration is limited for 3 years. (Article 11) According to this new Code, it is not possible to apply for the consultation of an expert on the matters that can be solved by general knowledge or experience or by the legal information required by the judge's profession.

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- There is a tariff on the remuneration of the experts. This tariff is regulated by MoJ annually, Department of Expertise.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : There are specific rules regarding the function of judicial expert in both civil and criminal proceedings. In addition to that, there are general provisions in Code on Experts no 6754 on the general and ethical principles that experts must regard when they fulfil their profession.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	869 100 [] NA [] NAP
1.Affaires civiles et commerciales litigieuses	557 593 [] NA [] NAP
2.Affaires administratives	12 953 [] NA [] NAP
3.Affaires pénales	132 137 [] NA [] NAP
4.Autre affaires	166 417 [] NA [] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : MoJ

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux New Judicial Reform Strategy Document has been shared with public recently. In this Document there are 9 aims, 63 objectives and 256 activities. The aims are set out as protection and improvement of rights and freedoms, improving independence, impartiality and transparency of the judiciary, increasing the quality and quantity of human resources, enhancement of performance and productivity, ensuring efficient use of the right to self defence, ensuring access to justice and enhancing satisfaction from service, enhancing the efficiency of the criminal justice system, simplification and enhancement of the efficiency of civil and administrative trial, spreading of alternative dispute resolution methods.

On the other hand, "Project of The Regulation on Determination and Implementation of Target Time Periods of Prosecution and Investigation" has launched in 2019. As of 1 January 2019, all court users in first instance criminal, civil and administrative proceedings started to be informed on foreseen completion time of the case they have been involved in. Also, it is planned to carry out this project in 2nd instance courts in the near future.

To strengthen access to justice, Regional Courts of Cassation in 4 more locations have started to operate in 2019. That is, in Turkey, there are 15 Regional Courts of Cassations are currently in operation. Alternative dispute resolution is of great importance in Turkish judiciary. Being aware of this fact, in 2017, mediation in labour courts became a requirement for action and put into effect as of 01/01/2018. In 2018, the same regulation was brought to effect in commercial disputes. Within this period, the number of disputes resolved by either mandatory mediation or voluntary mediation has increased significantly. Similarly, conciliation in criminal proceedings has brought significant progress in the system. Through the amendment mentioned above, there has been a remarkable increase in the number of cases settled through the conciliation since 2017.

Furthermore, a regulation was introduced in 2017 in order to ensure that the citizens will not be subject to investigation due to ill-founded reports and complaints and thus if the report and complaint have an abstract, general nature, an investigation shall not be carried out in order to protect the right not to be labelled as criminal.

To have more efficient judiciary, efforts have been made on notification system. In this regard, a regulation has entered into force on electronic notification in 2019. With the help of this new regulation, the notification time has significantly decreased.

2. Budget The budget of Ministry of Justice has been increasing in the recent years. MoJ's budget increased % 11.46 in between 2017-2018 and increased % 31.51 in between 2018-2019.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) Number of inhabitants, work load, number of staff and geographical location of the region of each courthouse is monitored regularly. Court buildings' maintenance or investments in new court buildings are conducted accordingly. To decrease the backlog of courts and public prosecutor offices, the number of judges, prosecutors and staff has increased.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire In Turkey, significant steps regarding the access to justice were taken. In this regard, the budget allocated for legal aid has increased steadily. In addition to this, through "Strengthening the Legal Aid Services in Turkey EU Twinning Project" that was initiated in 2016 and completed as of July 2018, the deficiencies in the legal aid system were determined. Another activity filling an important gap in the area of access to the justice has been the Protective Legal Practices. Through "Protective Legal Practices Project", it was aimed to teach the basic knowledge on law at early ages in schools and to create a social legal culture. To achieve the objective, the scope of "Law and Justice Subject" that had been implemented since the academic year of 2013-2014 was expanded, it is observed that the number of students who chose this course increased. Seperate interview rooms have been established in courthouses for victims of sexual assault and domestic violence, witnesses, juvenile offenders. In service trainings are being prepared for the social workers assigned in these rooms. There are currently 59 interview rooms are in operation in 49 cities.

4. Conseil supérieur de la magistrature Through the constitutional amendment in 2017, the structure of the Council of Judges and Prosecutors was based on the principles of independence and impartiality. The Parliament was granted the power to elect members to the Council, whereby the democratic legitimacy of the Council was strengthened.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. It is aimed to develop human resources in Turkish Judiciary both in terms of quantity and quality. The hours of training has significantly increased. Subject of the trainings was approached not only from the point of vocational training but also from a perspective, including foreign language education. Within this scope, it was enabled that members of the judiciary could learn a foreign language and make an academic career. In terms of training of staff working in judiciary, progress has been made. Personnel Training Centres in Ankara and Rize were put into operation for this purpose.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération Law on International Judicial Cooperation in Criminal Matters was adopted by the Turkish Grand National Assembly and came into force in 2016. This Law enhances the provisions of international agreements -which Turkey is a party to- at national level. A guideline on International Legal Assistance in Criminal Matters was prepared. Many bilateral and international agreement has been signed by Turkey recently.

7. Exécution des décisions de justice There has been an ongoing study on the amendment of Law of enforcement (of court decisions) and bankruptcy.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges Alternative dispute resolution is of importance in Turkish judiciary. Being aware of this fact, in 2017, mediation in labour courts became a requirement for action and put into effect as of 01/01/2018. In 2018, the same regulation was brought to effect in commercial disputes. Within this period, the number of disputes resolved by either mandatory mediation or voluntary mediation has increased significantly. Similarly, conciliation in criminal proceedings has brought significant progress in the system. Through the amendment mentioned above, there has been a remarkable increase in the number of cases settled through the conciliation since 2017.

9. Lutte contre la criminalité Law on International Judicial Cooperation in Criminal Matters was adopted by the Turkish Grand National Assembly and came into force in 2016. Through this law, dispersed provisions of legislation and regulations regarding the area of judicial cooperation were gathered in a basic law.

9.1 Système pénitentiaire The prisons that did not comply with the standards were closed and the construction of modern prisons was continued. The use of electronic monitoring systems in the monitoring and supervision of suspects, detainees and convicts, has been extended. To date, many EU funded projects have been successfully carried out in the penal enforcement area.

9.2 La justice adaptée aux enfants As mentioned above, The "Law and Justice Subject" , as a course was prepared for children (who are 11, 12 and 13 years old) to ensure legal awareness among children. A total of 126.847 children have taken the course in 2018. To have more effective implementation of the Law, MoJ prepared and announced a new circular called "Investigations on The Sexual Offences Committed Against Women and Children".

9.3 La violence entre partenaires There is a strong cooperation between Ministry of Justice, Ministry of Family Labour and Social Policies and Ministry of Interior to prevent domestic violence. In the context of this cooperation, National Action Plan on The Prevention of Violence Against Women is in progress. The implementation of Plan is monitored by these Ministries. There are specialised staff working in courts to support victims of violence against women, such as physiologists, pedagogues and social workers. These staff are trained particularly on domestic violence and violence against women. To have more effective implementation of the criminal procedure on offences on violence, MoJ prepared and announced a new circular called "Investigations on The Sexual Offences Committed Against Women and Children".

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication In addition to the integration of UYAP information system with other institutions, many applications have been developed to strengthen the access to justice for beneficiaries. In particular, the integration with law enforcement units has been one of the most important developments in this area. The application "Mobile Information System for Lawyers" which was prepared to increase the variety of services provided to lawyers and enable them to follow up the trial processes more easily, was also put into service in this period.

Audio-Visual Information System (SEGBIS) is available in courts, prosecution offices and prison and detention offices. Judicial proceedings at those facilities can be conducted and recorded via SEGBIS. SEGBIS contributes right to a fair trial and right to a fair hearing within a reasonable time. IT Department of MoJ is in charge of this system and promotes the efficiency of it. Via judicial IT system (UYAP), all citizens can access information about their cases and exchange documents by using citizens' portal. Lawyers can monitor their cases and exchange documents via lawyers' portal. They can log into the system either with an e-signature or national ID number. In addition, parties and other persons, who have subscribed to UYAP SMS Information System, receive information about the case files and proceedings as SMS.

Specific portals within UYAP have been created to ensure electronic sales of movables and immovables which are subject to enforcement proceedings. Parties and third-party can make online payments for judicial fees via UYAP. Inheritance certificates can be prepared by courts through electronic means in 2 minutes.

11. Autres Judicial ethic principles have been determined and shared with judiciary by Council of Judges and Prosecutors. CJP is the responsible body to monitor and supervise these principles.